

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés¹. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Mali et a causé le déplacement de 290 855 personnes dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka selon les dernières données datant du 31 janvier 2021². L'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas : l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités en raison des conditions géographiques et climatiques difficiles, de la situation sécuritaire et des mesures liées à l'état d'urgence décrété dans les zones en crise¹. Cet accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre 2019)³. Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka au mois de mars 2021 en plus de l'évolution des principaux résultats dans ces quatre régions entre janvier et mars 2021.

Résultats clés

La couverture géographique de ce suivi est limitée et les informations reposent sur des réponses d'IC. Par conséquent, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

 Au premier trimestre de 2021, l'insécurité semblait demeurer le principal facteur sous-jacent aux déplacements de populations. En effet, les IC ont rapporté la présence d'une communauté de déplacées internes dans 57%⁴ des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données du mois de mars.

 La majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans 50%⁴ des localités évaluées des régions de Tombouctou, de Mopti, de Gao et de Ménaka. La principale raison évoquée par les IC pour expliquer les difficultés d'accès à suffisamment de nourriture était l'absence de distribution alimentaire dans 39%⁴ des localités évaluées.

 Selon les IC, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans 78%⁴ des localités évaluées. Cette proportion était significativement plus haute dans la région de Mopti (98%).

 Au cours des 30 derniers jours, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans 37%⁴ des localités évaluées, d'après les IC. Cette proportion était plus élevée dans plus de la moitié des localités évaluées des cercles d'Ansongo (Gao), de Gourma Rharous (Tombouctou) et d'Andéramboukane (Ménaka).

 D'après les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de données, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage dans 41%⁴ des localités évaluées. Cette proportion était significativement plus haute dans la région de Ménaka (64%).

 L'assistance alimentaire, demeure comme au dernier trimestre de 2020, le secteur d'intervention perçu comme prioritaire par les IC pour la majorité des populations des régions de Tombouctou, de Mopti, de Ménaka et de Gao.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie "zone de connaissance"⁵. Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités du cercle ont été évaluées et lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité; ces données ont ensuite été agrégées à l'échelle de la localité. Compte tenu de la pandémie de coronavirus (COVID-19), près d'un tiers des entretiens avec les IC ont été réalisés par téléphone. Afin de venir compléter les données quantitatives collectées et d'enrichir l'analyse, des données qualitatives ont été recueillies à travers des groupes de discussions⁶. Cet aperçu présente les résultats les plus récents issus de la collecte de données réalisée entre le 8 et le 30 mars dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka⁷.

Couverture géographique de l'évaluation du mois de mars 2021

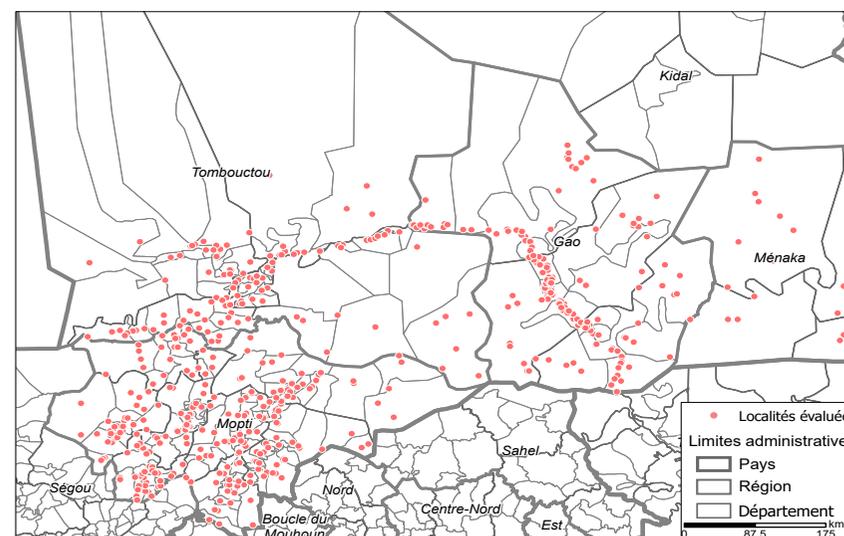


Tableau de couverture de janvier à mars 2021 - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

| | Mopti | | | Gao | | | Tombouctou | | | Ménaka | | |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------------|-------|-------|--------|-------|-------|
| | janv. | fév. | mar. | janv. | fév. | mar. | janv. | fév. | mar. | jan. | fév. | mar. |
| # d'IC | 263 | 255 | 255 | 180 | 195 | 190 | 104 | 120 | 128 | 42 | 45 | 44 |
| # Total de localités | 3 133 | 3 133 | 3 136 | 580 | 581 | 584 | 945 | 945 | 945 | 95 | 95 | 106 |
| # Total de localités évaluées | 248 | 253 | 247 | 195 | 192 | 181 | 103 | 119 | 127 | 40 | 45 | 44 |
| Taux de couverture | 7,9% | 8,1% | 7,9% | 33,6% | 33,0% | 31,0% | 10,9% | 12,6% | 13,4% | 42,1% | 47,4% | 41,5% |

1. REACH, [Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), octobre 2019.

2. Direction nationale du développement social (DNDS) et Organisation internationale pour les migrations (OIM), [Rapport sur les mouvements de populations au Mali](#), janvier 2021.

3. REACH, [Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, aperçu de la situation dans la région de Mopti](#), novembre 2019.

4. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions (Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka).

5. REACH, [Termes de référence, Suivi humanitaire multisectoriel \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), janvier 2020.

6. Les groupes de discussion ont été réalisés dans les localités des cercles suivants : Ansongo, Gao, Douentza, Koro (mars 2021). Elles portent sur les besoins humanitaires multisectoriels.

7. Dans tout cet aperçu, la collecte du mois renvoie aux informations des 30 derniers jours précédant la collecte de données.

🚶 Déplacement

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté des arrivées de personnes déplacées internes (PDI) dans 19% des localités évaluées des quatre régions. En novembre 2020, cette proportion était de 10% dans l'ensemble des localités évaluées de ces mêmes régions. Selon les IC, les arrivées de PDI au cours des 30 derniers jours étaient plus visibles dans les localités évaluées des cercles d'Ansongo (Gao), de Douentza (Mopti) et de Tidermène (Ménaka). De même, selon les données de la Direction Nationale du Développement Social (DNDS)², de décembre 2020 à janvier 2021, le nombre de PDI dans les quatre régions est passé de 278 269 à 290 855 personnes, soit une augmentation de 12 586 individus. En effet, cette augmentation concerne l'arrivée de 7 054 nouvelles PDI dans la région de Mopti et celle de 5 532 nouvelles PDI dans la région de Tombouctou.

Présence des déplacés

Les IC ont rapporté au cours des 30 derniers jours la présence de PDI dans 73% des localités évaluées de Mopti, dans 70% des localités évaluées de Ménaka, dans 45% des localités évaluées de Tombouctou et dans 39% des localités évaluées de Gao. Les cercles au sein desquels les IC ont rapporté la présence de PDI dans des proportions plus élevées de localités évaluées étaient situés dans les régions de Mopti et de Ménaka, à savoir : Bandiagara (100%⁸), Koro (100%⁸), Bankass (97%⁸) et Ménaka (75%⁸). Selon les IC, dans ces quatre cercles évalués, le nombre des PDI était moins de la moitié de la population actuelle. Ces déplacements de PDI sont pour la plupart de type intra-cercle car selon les IC, la majorité des PDI proviennent des localités du même cercle. Les mêmes types de déplacement ont été observés par les participants de quatre groupes de discussion dans les localités évaluées de

Douentza, de Koro, d'Ansongo et de Gao. Concernant les retournés, les IC ont signalé qu'ils étaient présents dans la région de Gao (29% des localités évaluées), de Tombouctou (28% des localités évaluées), de Ménaka (14% des localités évaluées) et de Mopti (5% des localités évaluées). Par ailleurs, en janvier 2021, sur la base des informations collectées par la Commission Mouvement de Populations (CMP)², les PDI enregistrées dans les régions de Ménaka (22 429 PDI), de Tombouctou (53 543 PDI), de Gao (69 984 PDI) et de Mopti (144 899 PDI) étaient constituées de 55% de femmes et de 45% d'hommes. Ce nombre de PDI dans les quatre régions est dû aux incidents répétitifs qui ont affecté ces mêmes régions entre 2018 et 2020².

Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacements

Au cours du premier trimestre de 2021, l'insécurité demeurait le principal facteur expliquant les déplacements de populations. En effet, les tensions communautaires, les déplacements préventifs par peur ou par menace, et la violence dans la localité de départ étaient les trois principaux motifs de déplacement des PDI présentes dans les localités évaluées, selon les IC. Ils estiment que la violence dans la localité de départ aurait à elle seule occasionné le déplacement des PDI présents dans plus d'un tiers (37%) des localités évaluées. De même, selon les participants de quatre groupes de discussion des localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, de Gao et d'Ansongo, les causes de départ des populations étaient expliquées par l'insécurité, les menaces et les attaques par les groupes armés. Par ailleurs, selon les entretiens menés au cours de deux groupes de discussion des localités évaluées de Douentza et de Koro, les conflits communautaires étaient aussi parmi les principales causes de départ des populations. Les déplacements étaient temporaires selon les participants de quatre groupes de discussion des localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, de Gao et d'Ansongo. Ils ont aussi rapporté que les personnes déplacées auraient une volonté de retour dans leurs localités d'origine à condition que la sécurité et les moyens de subsistance (vol de bétail, occupation des terres et destruction des marchés par les groupes armés non étatiques) soient rétablis.

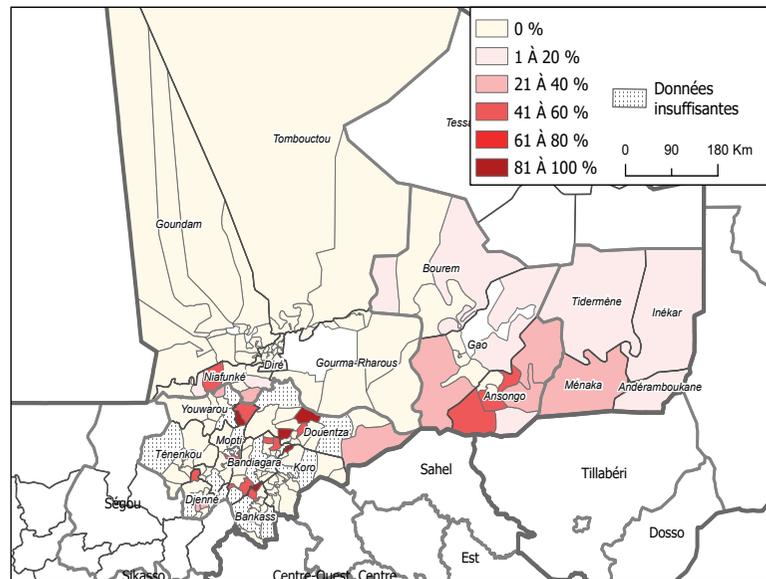
Proportion des localités par principales raisons expliquant la présence de PDI dans chaque région au cours des 30 jours précédant la collecte de données selon les IC⁹ :

| Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|---|---|---|---|
| Violence dans la localité de départ (41%) | Violence dans la localité de départ (51%) | Déplacement préventif (46%) | Déplacement préventif (48%) |
| Tensions comm. ¹⁰ (27%) | Déplacement préventif (32%) | Violence dans la localité de départ (23%) | Tensions comm. ¹⁰ (39%) |
| Déplacement préventif (27%) | Tensions comm. ¹⁰ (11%) | Insécurité alimentaire (16%) | Violence dans la localité de départ (13%) |

Principaux axes de déplacements

Selon les IC, le principal type de déplacement dans les quatre régions était intra-cercle au cours des 30 derniers jours. De ce fait, ils estiment que dans la région de Mopti, les principaux cercles d'origine des PDI étaient les cercles de Bandiagara, de Koro et de Bankass dans moins d'un quart des localités évaluées. Concernant, la région de Gao, les cercles de Gao et d'Ansongo étaient les principaux cercles d'origine des PDI dans plus d'un tiers des localités évaluées, selon les IC. Par ailleurs, les participants de quatre groupes de discussion ont rapporté que la piste terrestre était la voie principale utilisée par les populations pour les déplacements dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, d'Ansongo et de Gao. En effet, dans les localités évaluées du cercle de Gao, les participants d'un groupe de discussion ont rapporté que les camions, les motos, le dos d'âne et la marche à pied seraient utilisés par les populations pour les déplacements alors que dans le cercle d'Ansongo les transports en commun et les motos étaient utilisés (rapporté par les participants d'un groupe de discussion du cercle d'Ansongo). Le but de ces types de déplacement d'après les participants des groupes de discussion est la recherche de travail et d'habitat dans les villes stables.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



8. En pourcentage des localités évaluées du cercle.

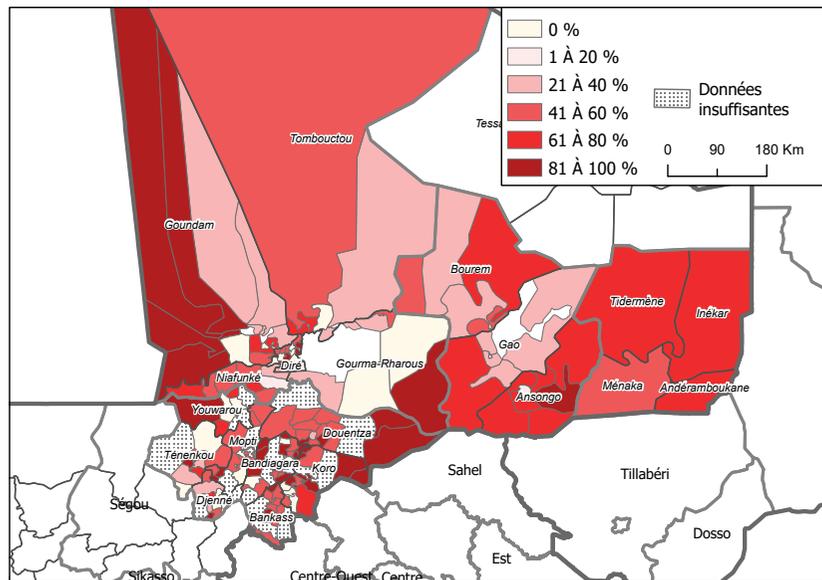
9. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

10. Tensions comm. : tensions communautaires.

Sécurité alimentaire

En mars 2021, la situation alimentaire au Mali est globalement satisfaisante dans les ménages agricoles à la faveur des disponibilités céréalières issues de la campagne et aussi des produits maraichers¹¹. En effet, en février 2021¹², selon les résultats de l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN), 71,1% des ménages estimaient que la campagne agricole avait été bonne à moyenne à l'échelle nationale. Toutefois, quelques exceptions à ce constat étaient observables¹² dans la région de Gao pour 55,8% des ménages, notamment dans le cercle de Bourem avec 82,4% des ménages qui estimaient que la campagne n'avait pas été bonne. D'après les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de données, la majorité de la population avait accès à suffisamment de nourriture dans 50%⁴ des localités évaluées des quatre régions.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Accès à la nourriture

Malgré une amélioration de l'accès à la nourriture engendrée par les récoltes, et dans le cadre d'une activité économique toujours ralentie du fait de la situation sécuritaire et de la COVID-19^{6, 12}, l'accès à la nourriture reste insuffisant pour peu de ménages dans les quatre régions. Les IC ont en effet rapporté que la majorité des populations des régions de Ménaka et de Mopti n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans plus de la moitié des localités évaluées. Cette situation semble plus critique dans près de trois quart (72%) des localités évaluées des cercles de Tidermène et d'Inékar (Ménaka). Selon les IC, la majorité des ménages concernée par l'insuffisance de nourriture était des éleveurs des cercles de Ménaka et la pénurie de bétail pour la vente est citée comme la principale raison.

Évolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture selon les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

| | janvier | février | mars |
|------------|---------|---------|------|
| Ménaka | 58% | 58% | 66% |
| Mopti | 44% | 51% | 53% |
| Gao | 46% | 47% | 48% |
| Tombouctou | 34% | 42% | 43% |

Les principales raisons évoquées par les IC dans les régions ci-dessus pour expliquer cette difficulté étaient l'absence de distribution alimentaire (39%¹³), la pénurie de bétails pour la vente (33%¹³), et l'accès non sécurisé aux terres et au cours d'eau (23%¹³).

Principales sources de nourriture

Sur les quatre régions, selon les IC les principales sources de nourriture au cours des 30 derniers jours étaient dans des localités évaluées la production agricole des ménages (42%), l'achat de denrées alimentaires (24%), et les activités pastorales des ménages (15%). En outre, les participants aux groupes de discussion des localités évaluées des cercles de Gao et d'Ansongo ont rapporté que les activités pastorales constituaient la principale source de nourriture pour la majorité des populations et que les distributions humanitaires servaient de compléments en nourriture pour les populations du cercle d'Ansongo. Les distributions humanitaires comme source de nourriture se justifient par le fait que dans les zones de conflit du centre et du nord du pays, certains ménages (en particulier ceux qui sont déplacés) ont des difficultés à accéder à la nourriture et dépendent de l'aide humanitaire et de leur famille / amis en raison de leur pouvoir d'achat réduit¹⁴. En outre, les perturbations sécuritaires dans les zones de conflit et les restrictions liées à la COVID-19 ont réduit les flux sur certains marchés dans le Liptako Gourma¹⁴.

Principale source de nourriture selon les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte des données du mois de mars, en proportion de localités évaluées :

| | PP agricole ¹⁵ | PP pastorale ¹⁶ | Achetée |
|------------|---------------------------|----------------------------|---------|
| Mopti | 55% | 3% | 27% |
| Gao | 38% | 23% | 23% |
| Tombouctou | 39% | 12% | 22% |
| Ménaka | 0% | 64% | 20% |

Accès au marché

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données de mars, les IC ont rapporté que les marchés étaient accessibles à distance de marche dans 63% des localités évaluées des quatre régions. Cette proportion était de 69% en janvier 2021, pour les mêmes régions. Sur les quatre régions, les principales raisons citées par les IC pour expliquer l'inaccessibilité des marchés dans les localités évaluées sans un marché fonctionnel étaient l'absence de marché à proximité (36%⁴), l'insécurité (28%⁴) et l'absence de moyens de transport pour se rendre au marché (21%⁴). Les participants aux groupes de discussion⁶ ont rapporté que dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Mopti et de Gao, les marchés étaient inaccessibles, non fonctionnels et voire fermés du fait de l'insécurité par la présence des groupes armés et radicaux, les attaques et le grand banditisme dans la zone. Les populations achetaient les articles dans les boutiques environnantes qui sont peu approvisionnées en marchandises. De plus, les marchés des régions déficitaires du pays (Tombouctou et Gao) reçoivent leurs approvisionnements en mil et en riz de Mopti, Ségou et Sikasso¹⁴. Concernant le prix des céréales, une augmentation était observée dans 59% des localités évaluées des quatre régions où les IC ont rapporté qu'il y avait des marchés fonctionnels et accessibles à distance de marche. L'augmentation était même plus élevée dans 65% des localités évaluées de la région de Mopti à cause de l'insécurité dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro.

11. Afrique Verte Internationale, [Point sur la situation alimentaire au Sahel \(PSA\), Bulletin mensuel d'information sur le prix des céréales](#) : Niger - Mali - Burkina Faso Suivi de campagne n° 239 - mars 2021

12. [Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle \(ENSAN\)](#), Mali, Février 2021.

13. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions (Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka). Pour les principales raisons des difficultés d'accès à suffisamment de nourriture, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

14. FEWS NET (*Famine Early Warning Systems Network*) : [MALI Perspectives sur la sécurité alimentaire](#), février à septembre 2021.

15. PP agricole : propre production agricole des ménages.

16. PP pastorale : propre production pastorale des ménages.

Moyens de subsistance

Selon les IC, les activités d'élevage, d'agriculture, de chasse, de pêche et de commerce ont été perturbées durant le premier trimestre 2021. L'insécurité et le manque de capital pour démarrer des activités génératrices de revenus étaient les principales causes de ce constat dans les localités évaluées des quatre régions. De même, la persistance de l'insécurité a engendré des mouvements inhabituels de populations, des perturbations des activités socio-économiques (baisse des productions agricoles, enlèvements de bétail, dégâts/pillages de récoltes) et des difficultés d'accès humanitaires et d'accès aux services sociaux de base au centre et au nord du pays¹⁷.

Accès aux moyens de subsistance

Dans 49%⁴ des localités évaluées des quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion était plus élevée dans plus de la moitié (68%) des localités évaluées de la région de Ménaka. Les principales raisons citées par les IC venant justifier les contraintes d'accès aux moyens de subsistance étaient l'insécurité (42%⁴), le manque de capital pour développer des activités génératrices de revenus (33%⁴), et les difficultés d'accès à suffisamment de terre pour cultiver ou pour paître le bétail (8%⁴). Les participants de trois groupes de discussion⁶ ont également souligné la présence de groupes armés, le vol de bétail, l'occupation des terres cultivables et les risques d'attaque comme les principales raisons des contraintes d'accès aux moyens de subsistance dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro et d'Ansongo. Par ailleurs, selon les données de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), en janvier 2021, au niveau national, 43,8% des ménages ont déclaré avoir subi les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leurs activités ou revenus. Cette proportion est passée à 44,1% en février avant de connaître une grande baisse à 11,1% en mars 2021¹⁹.

17. Cadre harmonisé (CH), *Situation courante : situation alimentaire et nutritionnelle au Mali* : mars - août 2021, mars 2021.

18. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions (Mopti, Gao, Tombouctou, Ménaka) au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Pour les principales activités de subsistance perturbées, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

19. Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) : *Rapport mensuel de l'enquête sur l'impact de coronavirus sur les conditions de vie des ménages*, mars 2021.

Évolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 jours précédant la collecte de données selon les IC :

| | janvier | février | mars |
|------------|---------|---------|------|
| Mopti | 61% | 58% | 55% |
| Gao | 33% | 39% | 40% |
| Tombouctou | 40% | 43% | 43% |
| Ménaka | 60% | 56% | 68% |

Perturbations des activités de subsistance

À l'échelle des quatre régions, au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que les principales activités perturbées étaient l'élevage (68%¹⁸), l'agriculture pour la vente (39%¹⁸), la chasse et/ou la pêche (38%¹⁸), et le commerce (38%¹⁸). En outre, les participants de trois groupes de discussion⁶ ont rapporté que l'accès aux moyens de subsistance était perturbé dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, et d'Ansongo. Les principales activités génératrices de revenus perturbées dans ces localités étaient l'agriculture, l'élevage et le commerce. À Gao¹¹, les disponibilités céréalières étaient relativement faibles au niveau des ménages et sur les marchés en raison de la situation d'insécurité persistante qui affecte la fluidité des échanges commerciaux. De même, à l'échelle nationale, selon les données d'ENSAN¹², les raisons de la mauvaise campagne agricole étaient liées à la mauvaise crue (14,9%), la mauvaise répartition des pluies (13,8%), le manque de moyens financiers (13,7%), la mauvaise installation des pluies (13,2%), le dégât des déprédateurs des champs (10,9%), l'insécurité (9,4%), l'arrêt précoce des pluies (9,3%), l'insuffisance d'intrants agricoles (9,2%), et le manque de main d'œuvre (5,6%).

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

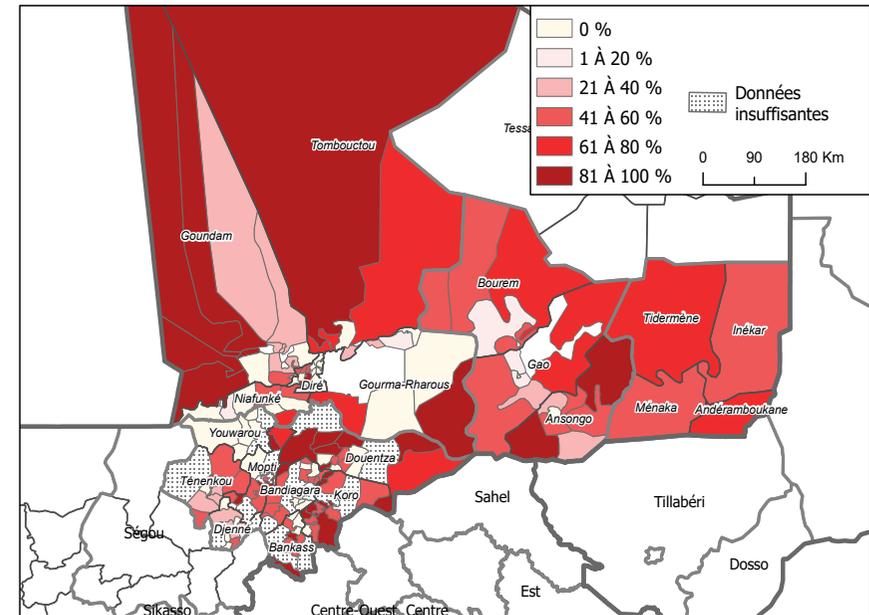
Les IC ont rapporté dans les quatre régions que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage dans 41% des localités évaluées. De plus, ils ont rapporté que les difficultés d'accès à l'eau étaient liées à l'insécurité dans 18%⁴ des localités évaluées. Par ailleurs, l'accès aux latrines demeurait un défi au niveau des quatre régions car selon les IC, dans 50%⁴ des localités évaluées la majeure partie des populations utilisait des latrines et dans moins de 48%⁴ des localités évaluées, elle pratiquait la défécation à l'air libre. Concernant les principales méthodes de lavage des mains, les IC rapportent que les populations pratiquent le lavage avec de

l'eau uniquement dans 45%⁴ des localités évaluées alors que dans 31%⁴ des localités évaluées, la majorité des populations auraient des difficultés à se procurer du savon.

Accès à l'eau

D'après les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage dans 64% des localités évaluées de Ménaka, 43% des localités évaluées de Mopti, 34% des localités évaluées de Tombouctou et 39% des localités évaluées de Gao. Dans 55% des localités évaluées dans la région de Ménaka, l'insécurité dans la zone était le facteur principal sous-jacent à cette difficulté.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Au niveau des quatre régions, les IC ont rapporté que les principales sources d'eau pour la majorité de la population étaient le forage avec pompe à motricité humaine dans plus d'un tiers (35%) des localités évaluées. Cette proportion était plus élevée dans 40% des localités évaluées de la région de Gao, selon les IC. Par ailleurs, les IC ont rapporté dans près de la moitié (46%) des localités évaluées des quatre régions que la majorité de la population pouvait effectuer le trajet aller-retour jusqu'à la principale source d'eau en moins de 30 minutes. Cette proportion était de 51% des localités évaluées des mêmes régions au cours des 30 jours précédant la collecte de données du mois de janvier 2021. De même, dans les localités évaluées des cercles de Gao et d'Ansongo, les participants de deux groupes de discussion ont rapporté que les populations avaient un accès insuffisant à l'eau potable au cours des 30 derniers jours. En effet, les participants du groupe de discussion de la commune de Tessit (Ansongo), ont rapporté un accès à l'eau potable par la présence de deux forages fonctionnels dans les localités évaluées de Tessit, Euguedech-2, Grey-Grey et Iyawane. Alors que ceux du groupe de discussion de la commune de N'Tillit (Gao), ont rapporté qu'elles n'ont pas accès à l'eau potable car les forages des localités de Tintihidjine, N'Tillit, Marsi et de Dorey n'étaient pas fonctionnels. De ce fait, les participants ont rapporté que les sources d'eau utilisées par les populations des localités évaluées des cercles de Gao et d'Ansongo provoquaient la présence de maladies hydriques liées à la consommation d'eau non potable.

Proportion de localités évaluées en mars où des personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence pour des raisons sécuritaires :

| | |
|------------|-----|
| Ménaka | 55% |
| Tombouctou | 28% |
| Gao | 23% |
| Mopti | 2% |

Accès aux latrines

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, dans la moitié des localités évaluées des quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas les latrines. Les principales raisons avancées par les IC pour justifier cette situation étaient l'inexistence et l'insuffisance des latrines dans 85% des localités évaluées. Par ailleurs, dans la région de Ménaka, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 82%⁸ des localités évaluées du cercle de Tiderméne. Dans la région de Mopti cette proportion était de 72%⁸ des localités évaluées du cercle de Youwarou.

Évolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines selon les IC :

| | janvier | février | mars |
|------------|---------|---------|------|
| Mopti | 51% | 52% | 52% |
| Gao | 42% | 47% | 38% |
| Tombouctou | 47% | 52% | 50% |
| Ménaka | 73% | 60% | 70% |

Hygiène

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains avec du savon et de la cendre dans 41% des localités évaluées des quatre régions. Cette proportion était plus faible dans 38% des localités évaluées de la région de Ménaka. Le manque de revenus était indiqué comme la principale raison expliquant les difficultés à se procurer du savon dans 60% des localités évaluées des quatre régions. Concernant la lutte contre la COVID-19, selon l'INSTAT en mars 2021¹⁹, 93,9% des ménages continuaient à appliquer les mesures barrières. De plus, en fin mars, parmi les 9 871²⁰ cas de Covid-19 au niveau national; 11% des cas étaient dans les quatre régions d'aperçu; 598 cas à Tombouctou, 383 cas à Mopti, 124 cas à Gao et quatre cas à Ménaka.

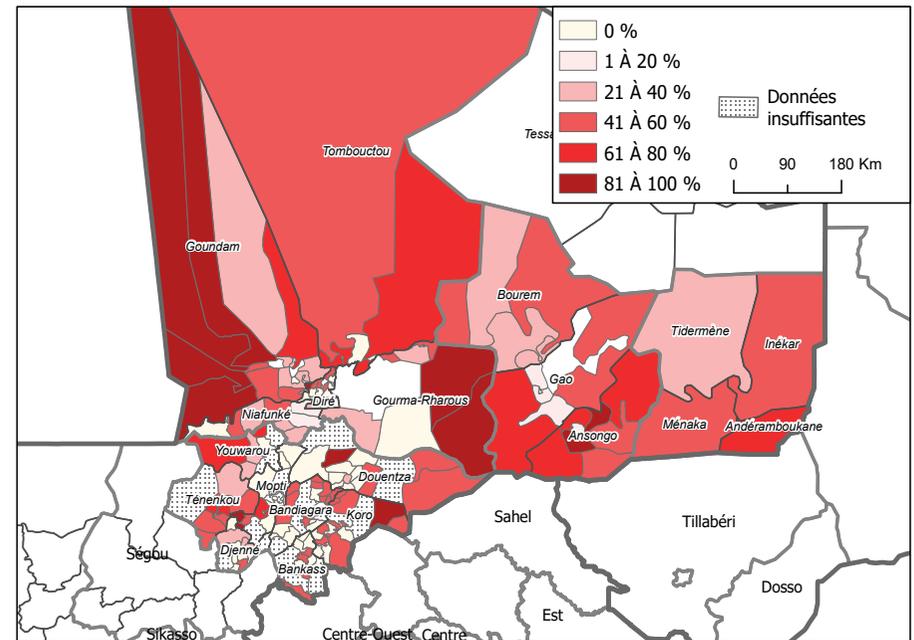
Santé et nutrition

Les IC ont rapporté que dans 63% des localités évaluées, la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche. De plus, la crise dans le nord et le centre du pays fait que 5% des structures sanitaires ne fonctionnent que partiellement ou pas du tout avec une présence limitée des partenaires œuvrant dans la gestion des soins de santé primaire²¹. Par ailleurs, le Cluster nutrition²² a estimé qu'en 2021, 1 114 870 personnes auront besoin d'une intervention humanitaire parmi lesquelles 368 591 personnes auraient besoin d'une prise en charge nutritionnelle curative.

Accès aux services de santé

D'après les IC, le type de services de santé le plus utilisé par la majorité de la population au cours des 30 derniers jours était les centres de santé communautaire (CSCOM) dans plus des trois quart (84%) des localités évaluées des quatre régions. Dans ces mêmes régions, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans 37% des localités évaluées, selon les IC. Cette proportion était plus critique dans 48% des localités évaluées de la région de Ménaka.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



21. Dashboard Health Resources Availability Monitoring System (HeRAMS), Mali janvier 2021
22. Mali: Aperçu des besoins humanitaires 2021, février 2021

20. Rapport de situation COVID-19 au Mali, n°147 du 22 au 28 mars 2021.

Au cours des 30 derniers jours, les difficultés d'accès aux services de santé étaient principalement liées à l'éloignement des infrastructures de santé dans plus de la moitié (57%) des localités évaluées des quatre régions, selon les IC. De plus, les participants de deux groupes de discussion ont rapporté que les centres de santé (CDS) étaient inaccessibles dans les localités évaluées des cercles de Douentza et de Gao. Ils ont aussi rapporté que des relais communautaires venaient donner les soins aux populations avec une insuffisance de stock en médicaments. Mais avec l'insécurité dans la zone, ces relais communautaires ne viennent plus dans les localités évaluées des cercles de Douentza et de Gao⁶. D'après les données du cluster santé, depuis le 1er janvier 2021, six attaques du système de santé ont été rapportées par les régions du nord et du centre du Mali entraînant un défi de couverture sanitaire plus marqué dans ces régions²³.

Proportion de localités évaluées en mars où la majorité de la population n'a pas eu accès aux services de santé par principales raisons dans chaque région selon les IC:

| Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|--|--|---|--|
| Les infrastructures sont trop éloignées (65%) | Les infrastructures sont trop éloignées (52%) | Les infrastructures sont trop éloignées (49%) | Les infrastructures sont trop éloignées (62%) |
| Il n'y a pas ou plus de travailleurs de santé dans la zone (12%) | Pas de médicament (10%) | Pas de matériel de soins (21%) | Pas de médicament (19%) |
| Pas de médicament (9%) | Il n'y a pas ou plus de travailleurs de santé dans la zone (10%) | Pas de médicament (19%) | Il n'y a pas ou plus de travailleurs de santé dans la zone (14%) |

Problèmes et préoccupations de santé

Au cours des 30 derniers jours, le paludisme était le principal problème de santé dans près de 36%⁴ des localités évaluées, avec une prévalence majeure dans les cercles de Dire (59%⁸), de Ménaka (58%⁸) et de Tidermène (55%⁸), selon les IC. De plus, le paludisme était la principale raison des décès dans 67%⁴ des localités évaluées des quatre régions au cours des 30 derniers jours. La seconde raison expliquant les décès dans les mêmes localités évaluées selon les IC était l'insécurité (attaques et blessures) dans 21% des localités évaluées. Par ailleurs, la COVID-19 n'est pas en reste d'après l'INSTAT en mars 2021 : 45,6% des ménages ont eu besoin de soins médicaux contre la COVID-19 dans l'ensemble du Mali¹⁹.

Nutrition

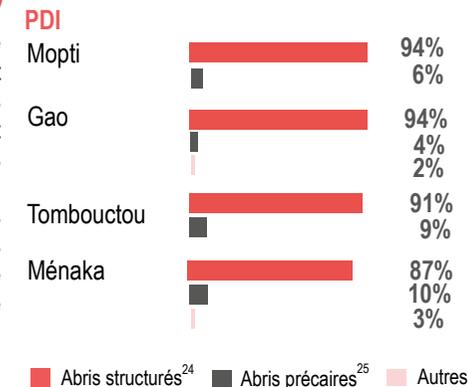
La présence de programmes nutritionnels a été rapporté par les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de données, dans 55% des localités évaluées de la région de Mopti, dans 47% des localités évaluées de la région de Tombouctou, dans 34% des localités évaluées de la région de Gao et 27% des localités évaluées de la région de Ménaka. De ce fait, la prise en charge de la malnutrition sévère des enfants et les services des relais communautaires étaient les principaux services disponibles dans plus de la moitié des localités évaluées de la région de Mopti. Toutefois, dans la région de Ménaka, il y avait l'absence des relais communautaires dans 100% des localités évaluées pour des raisons d'insécurité d'après les IC et la présence de la prise en charge de la malnutrition modérée des enfants dans 92% des localités évaluées. De même, au cours des 30 derniers jours, les participants d'un groupe de discussion ont rapporté la présence de programmes nutritionnels pilotés par des relais communautaires dans les localités évaluées du cercle de Douentza. Par contre, les participants du groupe de discussion des localités évaluées du cercle de Koro ont rapporté l'absence de programmes nutritionnels dans la zone⁶.

Abris et biens non alimentaires (BNA)

Dans l'ensemble du Mali, les personnes en situation de déplacement forcé et les communautés d'accueil qui ont besoin d'un abri d'urgence et de biens non-alimentaires (BNA) en 2021²² sont estimées à 821 548 personnes, dont 51% de femmes. D'après les IC, l'accès aux abris dans les localités évaluées demeure un enjeu pour les populations. En effet, ils ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates dans 81% des localités évaluées des régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka; localités dans lesquelles il y avait une présence de PDI au cours des 30 derniers jours.

Types d'abris par groupe de population

D'après les IC, dans l'ensemble des quatre régions, la majorité de la communauté hôte et des PDI vivaient dans des abris structurés²⁴ au cours des 30 derniers jours dans plus de 90%⁴ des localités évaluées. Néanmoins, ils ont rapporté que certaines PDI vivaient dans des abris précaires²⁵ dans 10% des localités évaluées de la région de Ménaka, dans 9% des localités évaluées de la région de Tombouctou, dans 6% des localités évaluées de la région de Mopti et de 4% des localités évaluées de la région de



Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri principal selon le groupe de population d'après les IC :



Destruction d'abris

Au cours des 30 jours précédant la collecte de mars, les IC ont rapporté que dans 4% des localités évaluées, la majorité de la population a été victime de la destruction de ses abris, du fait des incendies (rapporté dans 45% des localités évaluées), des conflits (rapporté dans 27% des localités évaluées), des intempéries (rapporté dans 23% des localités évaluées), et enfin des inondations (rapporté dans 5% des localités évaluées). Concernant la destructions des abris causées par les incendies, les IC ont rapporté des proportions élevées dans les localités évaluées des cercles de Bourem (80%), de Ménaka (67) et d'Inékar (50%).

23. CLUSTER SANTE MALI : Bulletin N°1 2021 - Janvier - Mars 2021

24. Les abris structurés désignent les maisons en dur ou en paille, les tentes, les cases traditionnelles, et les concessions.

25. Les abris non structurés ou précaires désignent les abris de fortune, d'urgence, de transition, à l'air libre, les bâtiments publics / abandonnés et les unités d'hébergement pour les déplacés (RHU).

26. Matrice de Suivi des Déplacements ou Displacement Tracking Matrix -en anglais (DTM), Rapport sur les mouvements de populations au Mali, décembre 2020.

Accès aux biens non alimentaires

Le nombre de PDI dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka est passé de 278 269 à 290 855 personnes entre le 1er décembre 2020 et le 31 janvier 2021 augmentant le besoin total en BNA notamment dans les régions de Mopti et Tombouctou²⁶. Concernant l'assistance, les données de l'ENSAN¹² en février 2021 indiquait que 35,5% des ménages du Mali avaient bénéficié au moins d'une assistance au cours des six derniers mois soit une proportion de 7,4% en BNA.

Disponibilité des biens non alimentaires

Au cours du premier trimestre, les acteurs du Cluster Abris ont apporté l'assistance en BNA à 3 685 ménages au Mali³⁰; soit 17% de la réponse humanitaire par rapport aux besoins en BNA de l'année 2021. Ces ménages ont également reçu des paquets de BNA dans le cadre de la réponse à la COVID-19³⁰. Par ailleurs, d'après les IC dans les localités évaluées, au cours des 30 jours précédant la collecte de données du mois de mars, les BNA dont la population avait besoin et qui n'étaient pas disponibles étaient les articles²⁷ de couchage (44%⁴), les moustiquaires (40%⁴), les articles de cuisine (31%⁴), les articles d'hygiène²⁷ pour enfant (29%⁴), et les articles²⁸ d'hygiène pour adulte (31%⁴). Selon les données de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM), la disponibilité des moustiquaires dans les sites de PDI n'a pas été comblée à la fin de l'année 2020, car 36% des ménages PDI enquêtés ont déclaré le paludisme²⁶ comme étant l'une des maladies les plus répandues dans les sites de déplacement évalués. D'après les IC, l'indisponibilité des moustiquaires parmi les ménages qui avaient reporté ce bien comme parmi les plus utiles à la population était constatée dans plus de la moitié (61%) des localités évaluées de la région de Tombouctou.

Proportion de localités évaluées en mars dans lesquelles les IC ont rapporté les BNA dont la population avait besoin et qui n'étaient pas disponibles au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

| | Ménaka | Gao |
|-------------------------------|--------|-----|
| Couverture / nattes | 48% | 51% |
| Articles de cuisine | 36% | 34% |
| Articles d'hygiène pour bébé | 30% | 22% |
| Moustiquaires | 23% | 44% |
| Bidon | 7% | 31% |
| Articles vestimentaires | 20% | 28% |
| Articles d'hygiène hors savon | 36% | 34% |

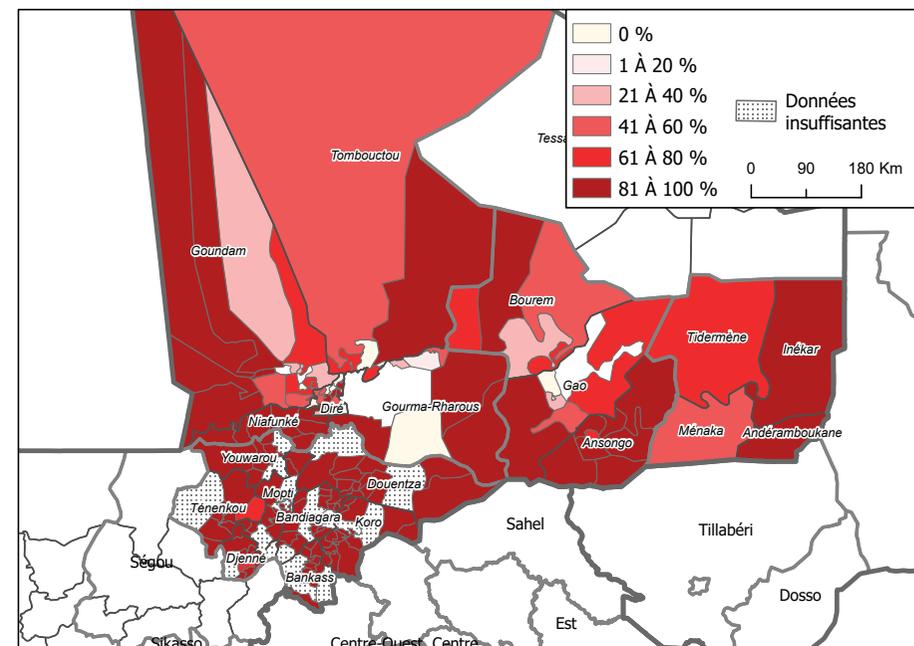
| | Tombouctou | Mopti |
|-------------------------------|------------|-------|
| Couverture / nattes | 49% | 35% |
| Articles de cuisine | 20% | 33% |
| Articles d'hygiène pour bébé | 19% | 38% |
| Moustiquaires | 61% | 30% |
| Bidon | 38% | 5% |
| Articles vestimentaires | 4% | 21% |
| Articles d'hygiène hors savon | 19% | 18% |

27. Articles de couchage : couverture, natte de couchage. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
 28. Articles d'hygiène hors savon : brosses, dentifrices. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
 29. Cluster Protection Mali, [Rapport mensuel de monitoring de protection N°3](#), mars 2021.
 30. Cluster Global des Abris, [Fiche d'information du Mali](#), mars 2021.

Protection

Au premier trimestre de 2021, un total de 1148 violations a été enregistré par le système de suivi de protection à l'échelle nationale : 22 attaques de villages (91% documenté dans la région de Mopti), 15 menaces d'attaques de villages (67% documenté dans la région de Gao), 33 mouvements de population, six attaques d'infrastructures et deux autres violations graves²⁹. D'après les IC, la majorité des populations des régions de Gao, de Mopti, de Tombouctou et de Ménaka ne se sentait pas en sécurité dans 78% des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données. En outre, les IC ont rapporté des incidents durant lesquelles des civils ont été tués ou gravement blessés, notamment dans la moitié des localités évaluées du cercle d'Inékar et plus de la moitié des localités évaluées du cercle d'Andéramboukane.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Insécurité

Le sentiment d'insécurité demeurait élevé dans les régions évaluées, selon les IC. En effet, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans 98% des localités évaluées de la région de Mopti, dans 77% des localités évaluées de Ménaka, dans 67% des localités évaluées de Tombouctou et dans 59% des localités évaluées de Gao. Selon, les participants de quatre groupes de discussion⁵, les populations ne se sentaient pas en sécurité au cours des 30 derniers jours en raison de la présence des groupes armés non étatiques dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, d'Ansongo et de Gao. Cette situation, selon les participants des groupes de discussion, augmenterait les risques d'attaques, l'occupation des terres cultivables et les vols de bétail.

De plus, les participants des mêmes groupes de discussion ont rapporté une dégradation continue de la situation sécuritaire dans les localités évaluées de Douentza, de Koro, d'Ansongo et de Gao.

Principaux cercles où les IC ont rapporté des incidents à l'encontre de populations civiles au cours des 30 jours précédant la collecte de données, en proportion des localités évaluées :

| | |
|----------------|-----|
| Andéramboukane | 64% |
| Inékar | 50% |
| Ansongo | 48% |
| Gourma-Rharous | 39% |
| Tombouctou | 38% |

Préoccupations en lien avec la protection

D'après les IC, les principales préoccupations de protection des populations dans les quatre régions étaient les violences perpétrées par des groupes armés dans 42%³¹ des localités évaluées et le vol de bétail dans 38%³¹ des localités évaluées. Dans les mêmes régions en novembre 2020, les principales préoccupations de protection des populations rapportées par les IC au cours des 30 derniers jours étaient les violences perpétrées par les groupes armés et le vol de bétail dans 33%³¹ des localités évaluées. De même, selon les participants de quatre groupes de discussion des localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro, d'Ansongo et de Gao, la préoccupation principale des populations était la présence des groupes armés non étatiques et les risques d'attaques, au cours des 30 derniers jours. De plus, les participants d'un groupe de discussion des localités évaluées du cercle de Douentza ont rapporté que le vol de bétail faisait partie des préoccupations des populations de la zone. En outre, selon les participants de quatre groupes de discussion, la majorité des populations (hôte et PDI)

des localités évaluées des cercles de Koro, de Douentza, de Gao et d'Ansongo ne possédait pas de documents d'identité officiels et de titres fonciers pour les champs et les habitations. Un autre élément de préoccupation est que les participants de trois groupes de discussion ont rapporté l'absence d'incidents liés à des engins explosifs improvisés (IED) dans les localités évaluées des cercles de Douentza, de Koro et de Gao. Par contre, la présence d'incidents liés aux IED a été rapportée par les participants d'un groupe de discussion des localités évaluées du cercle d'Ansongo au cours des 30 derniers jours.

Proportion des localités évaluées par principales préoccupations rapportées selon les IC au cours des 30 jours précédant la collecte de données³¹ :

| Ménaka | Gao |
|---|------------------------------------|
| Violences par un groupe armé (52%) | Vol de bétail (52%) |
| Criminalité (50%) | Violence par un groupe armé (32%) |
| Violences communautaires (43%) | Criminalité (24%) |
| Tombouctou | Mopti |
| Violences par un groupe armé (25%) | Violences par un groupe armé (55%) |
| Incidents causés par l'accès aux ressources (22%) | Vol de bétail (39%) |
| Enlèvement (19%) | Violences communautaires (31%) |

Education

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les enfants n'avaient pas eu accès aux services éducatifs dans 51% des localités évaluées de l'ensemble des quatre régions, selon les IC. Cependant, parmi les localités évaluées dans lesquelles les enfants avaient accès aux services éducatifs, l'éducation formelle était le type d'éducation qui était enseigné dans plus de 95% des localités évaluées, et l'éducation religieuse quant à elle, était enseignée dans 4% des localités évaluées.

Accès à l'éducation

Selon les IC, les enfants n'avaient pas accès aux services éducatifs durant le mois précédant la collecte de données dans 82% des localités évaluées de la région de Ménaka. Cette proportion était de 44% dans la région de Gao, 52% dans la région de Mopti, et 49% dans la région de Tombouctou. Les IC ont rapporté que dans les localités évaluées des quatre régions, l'arrêt de travail des enseignants pour grève ou insécurité (36%), l'absence d'enseignants dans la zone (22) et l'éloignement des infrastructures (21%) sont les raisons principales de l'inaccessibilité aux services éducatifs. De plus, dans le cercle de Koro, les participants d'un groupe de discussion ont rapporté que les services éducatifs formels existaient et sont inaccessibles dans les localités évaluées d'Irekanda, de Siguire et de Bantour à cause de l'insécurité grandissante qui a causé le déplacement des enseignants de la zone.

Évolution de la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que les services éducatifs étaient inaccessibles :

| | janvier | février | mars |
|------------|---------|---------|------|
| Mopti | 90% | 58% | 52% |
| Gao | 75% | 39% | 44% |
| Tombouctou | 76% | 43% | 49% |
| Ménaka | 90% | 56% | 82% |

Stratégies d'adaptation

Au cours des 30 derniers jours, la concentration sur l'école coranique était parmi les principales stratégies d'adaptation des élèves en cas de fermeture des écoles dans 26% des localités évaluées des quatre régions, selon les IC.

Principales stratégies d'adaptation en cas d'indisponibilité des services éducatifs au cours des 30 jours précédant la collecte de données, selon les IC³² :

| | Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|---|-------|-----|------------|--------|
| Aucune | 72% | 57% | 53% | 58% |
| Concentration sur l'école coranique | 19% | 38% | 31% | 19% |
| Révisions à la maison | 2% | 0% | 0% | 0% |
| Délocalisation de l'école vers zone sécurisée | 6% | 1% | 16% | 11% |

Principale occupation

D'après les IC, la principale occupation des filles et des garçons pendant la suspension des services éducatifs fonctionnels et accessibles pour la majorité de la population était le travail à la maison dans les localités évaluées des régions de Tombouctou, de Mopti et de Ménaka.

Principales occupations des filles et des garçons en cas d'indisponibilité des services éducatifs au cours des 30 jours précédant la collecte de données selon les IC³² :

| | Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|---------------------------|-------|-----|------------|--------|
| Travail à la maison | 41% | 15% | 39% | 53% |
| Travail hors de la maison | 34% | 13% | 23% | 8% |
| Apprentissage coranique | 16% | 38% | 13% | 22% |
| Apprentissage d'un métier | 3% | 5% | 24% | 0% |

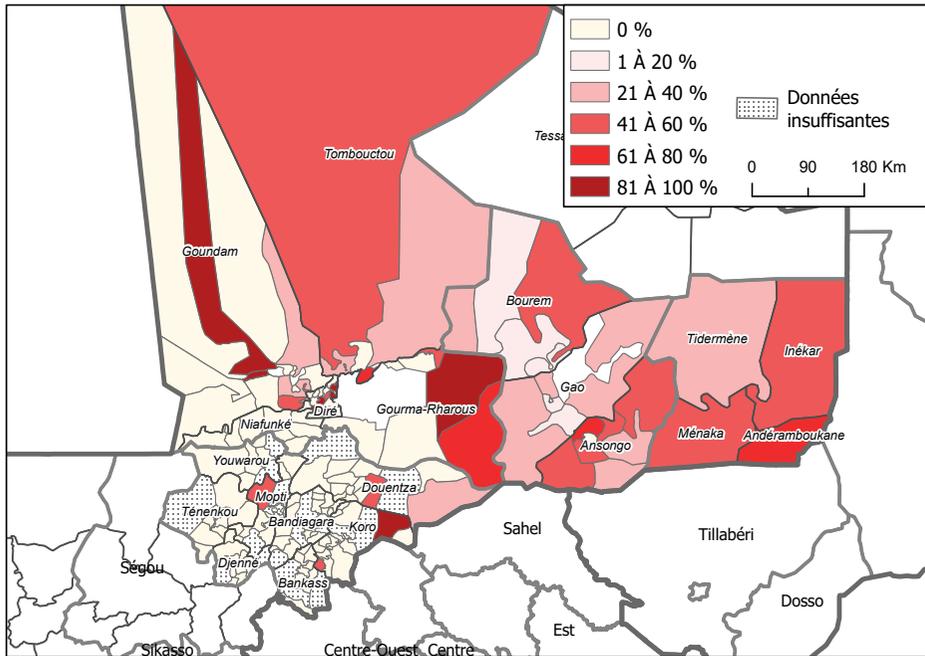
31. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Pour les principales préoccupations des populations en lien avec la protection, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

32. En pourcentage des localités évaluées de chaque région au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages ne peuvent donc excéder 100%.

Communication

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible dans 18% des localités évaluées de l'ensemble des quatre régions. De ce fait, les principales sources d'information de la majorité de la population étaient les appels téléphoniques dans 34% des localités évaluées, la radio dans 34% des localités évaluées, et la conversation en personne dans 28% des localités évaluées. Le principal pourvoyeur d'information préféré par la majorité des populations était la famille et les amis dans 30% des localités évaluées des quatre régions, selon les IC.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Accès à l'information sur l'assistance

Les IC ont rapporté au niveau de chaque région que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information sur l'aide humanitaire disponible dans 50% des localités évaluées de Ménaka, dans 18% des localités évaluées de Tombouctou, dans 31% des localités évaluées de Gao et dans 2% des localités évaluées de Mopti. A l'échelle des cercles, ces proportions étaient plus élevées à Andéramboukane dans 64% des localités évaluées et à Inékar dans 60% des localités évaluées. Concernant les types d'informations qui auraient été les plus utiles pour la majorité des populations, les

IC ont rapporté en premier plan l'information sur le contexte sécuritaire dans 37% des localités évaluées. Ensuite, ils ont rapporté l'information sur l'accès à l'assistance humanitaire et celle sur la santé dans moins d'un tiers des localités évaluées des quatre régions.

Principales sources d'information

La radio, les appels téléphoniques et la conversation en personne étaient les principales sources d'informations générales pour la majorité de la population des quatre régions d'après les IC.

Principale source d'information générale selon les IC, en proportion de localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte des données de mars :

| | Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|--------------------------|-------|-----|------------|--------|
| Appels téléphoniques | 34% | 36% | 32% | 32% |
| Radio | 38% | 34% | 39% | 0% |
| Conversation en personne | 20% | 28% | 27% | 68% |

Principaux pourvoyeurs d'information

Au cours des 30 derniers jours, dans 44% des localités évaluées de la région de Mopti, le principal pourvoyeur d'information préféré par la majorité des populations était la famille et les amis, selon les IC. Cette proportion était de 34% dans localités de la même région au cours des 30 jours précédant la collecte des données de novembre 2020, selon les IC.

Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Mali sont disponibles via ces liens :

- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Région de Mopti](#). mars 2021
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Gao](#). mars 2021
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Ménaka](#). mars 2021
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tombouctou](#). mars 2021
- REACH. Groupe de discussion. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières](#). Mopti et Gao, mars 2021

Redevabilité

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité de la population a reçu de l'assistance humanitaire dans 34% des localités évaluées des quatre régions. En outre, dans les localités où il a été rapporté qu'une assistance humanitaire avait été délivrée, la majorité de la population en était satisfaite dans 47% des localités évaluées. La courte durée de l'assistance (cash et vivres) est identifiée par les IC comme principal facteur d'insatisfaction vis-à-vis de l'assistance apportée dans 43% des localités évaluées des quatre régions. En outre, la quantité insuffisante de l'assistance était citée par les IC dans 40% des localités évaluées des mêmes régions comme principal facteur d'insatisfaction vis-à-vis de l'assistance apportée au cours des 30 derniers jours.

Trois principaux secteurs d'intervention humanitaires prioritaires pour la majorité de la population, selon les IC, en proportion de localités évaluées en mars 2021³³ :

| | Mopti | Gao | Tombouctou | Ménaka |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|--------|
| Assistance alimentaire (77%) | Assistance alimentaire (81%) | Assistance alimentaire (91%) | Assistance alimentaire (48%) | |
| EHA (36%) | EHA (38%) | Moyens de subsistance (45%) | Education (48%) | |
| Santé (34%) | Santé (38%) | EHA (43%) | Santé (34%) | |

33. Dans l'enquête, les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qui, selon eux, étaient prioritaires dans leur localité. Ils pouvaient choisir un maximum de trois secteurs d'intervention prioritaires.